



# Assemblée générale

Distr. générale  
26 février 2024

Français seulement

---

## Conseil des droits de l'homme

### Cinquante-quatrième session

11 septembre-13 octobre 2023

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils,  
politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris  
le droit au développement**

## **Exposé écrit\* présenté par Association Lutte Contre La Violence Faite Aux Femmes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[22 août 2023]

---

\* Le présent document est publié tel qu'il a été reçu, dans la langue originale seulement.



## **Demande de résolution sur la situation des tamouls victimes de disparition forcée au Sri Lanka**

### **Pas de justice pour les familles tamoules des disparitions forcée au Sri Lanka, alors qu'elles atteignent 2 400 jours de protestation continue**

Depuis plus de 76 ans, le peuple Tamoul fait face systématique disparitions forcées au Sri Lanka. Plus de 110 000 Tamouls ont été arrêter sous la loi Anti-terroriste, enlevé par des « Vannes Blanches », des tamouls qui se sont rendu à la fin de la guerre sous prétexte d'interrogation, des femmes, des enfants, des maris, des pères de familles, tous sont porter disparition par les militaires, et la police Sri Lankaise.

Le Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires a rapporté en 2021, que le Sri Lanka continue d'avoir le deuxième plus grand nombre de disparitions forcées au monde, juste derrière l'Irak, avec 6 117 cas en suspens soumis à l'organisation. Ces familles ont été constamment surveillées, intimidées et harcelées par les autorités sri-lankaises lors de manifestations pacifiques.

Pour avoir manifesté depuis les 7 derniers années, les mères des disparitions forcées sont intimidées et interrogées régulièrement par plusieurs services des forces de sécurités Sri Lankaises. Notamment les mères tamoules des 8 districts continue de faire face à l'intimidation des services secrets militaires Sri Lankais.

Au cours des 7 derniers année les femmes Tamouls qui milite de façon pacifique a la recherche de leurs proches ont eu plus de 15 000 actes de violences, d'intimidations, d'interrogations auprès de la Police Sri Lankaise, d'interrogation auprès des services de l'Intelligence militaires Sri Lankaise, de convocations auprès des tribunaux, les mères ont reçu plus de 3000 sommons de la part de la police Sri Lankaise et de la part des tribunaux, les interdisant de participer à des manifestations.

Les familles tamoules des disparus se sont rassemblées à Kilinochchi, Vavuniya, Amaparai, Batticaloa, Trincomalee, Mullaitivu et Maruthankerny pour marquer 2 320 jours de protestation continue en bordure de route, alors que la recherche de leurs proches disparus de force se poursuit.

En février 2016, les familles tamoules des disparus ont lancé leurs manifestations en bord de route à Kilinochchi, suivi de Vavuniya, Trincomalee, Mullaitivu et Maruthankerny. Les familles ont passé des années, voire des décennies, à rechercher leurs proches qui ont été enlevés ou remis à l'armée sri-lankaise à la fin du conflit armé en 2009, en partant du principe qu'ils seraient renvoyés.

2 500 jours après, leur revendication et leur ardeur pour la justice restent les mêmes, l'appel à la communauté internationale. Depuis le début de leur campagne pour la justice, les familles maintiennent un ensemble de revendications simples :

1. Publier une liste des personnes qui se sont rendues lors de la phase finale du conflit armé ;
2. Enquêter et publier la liste de tous les centres de détention secrets passés et présents ;
3. Publier les listes annuelles des détenus en vertu de la loi sur la prévention du terrorisme (PTA) depuis 1978 ;

Trompées par les gouvernements sri-lankais successifs et les commissions étatiques défailtantes, les familles ont fait appel à la communauté internationale pour obtenir justice. Les familles ont rejeté les mécanismes nationaux tels que l'Office des personnes disparues (OMP) pour leur manque d'indépendance et n'ont tenu aucun des auteurs responsables. Malgré l'absence de progrès réalisés par l'OMP, le Sri Lanka continue de suggérer à la communauté internationale que la justice et la responsabilité peuvent être obtenues au niveau national.

## Surveillance et harcèlement

Les familles tamoules des disparus ont été surveillées et harcelées par les forces de sécurité sri-lankaises dans le but de faire taire leur quête de justice. Lors d'un briefing, le Centre Adayaalam pour la politique et la recherche (ACPR) a souligné que les manifestants sont confrontés à « de graves menaces et harcèlements » tandis que « certains des principaux manifestants sont sous surveillance constante ».

Malgré la violence et la surveillance, les manifestants n'ont cessé d'exiger des informations sur le sort de leurs proches et un mécanisme de justice internationale.

## Justice refusée

De nombreux parents qui ont participé aux manifestations en bordure de route sont âgés et vulnérables. Depuis le début des manifestations, 138 parents sont décédés sans connaître la vérité sur leurs enfants disparus.

Nous réitérons 6 demandes clés avant la session du CDH à Kilinochchi, Vavuniya, Amaparai, Batticaloa, Trincomalee, Mullaitivu et Maruthankerny, les familles tamoules des disparus poursuivent leurs manifestations sur le bord de la route pour exiger de savoir ce qui est arrivé à leurs proches.

Les manifestations ont lieu avant la session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies tous les 30 de chaque mois dans les 8 districts.

L'Association pour les proches des disparitions forcées (ARED) a publié une déclaration appelant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (UNHRC) à reconnaître leurs demandes avant les différentes sessions de l'UNHRC.

La déclaration adressée à la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, a souligné que la responsabilité des disparitions forcées ne serait pas assurée par le gouvernement sri-lankais.

Au lieu de cela, l'ARED déclare que la vraie justice ne sera réalisée que par la communauté internationale et ses mécanismes.

« Depuis que nous sommes arrivés à la conclusion qu'une justice équitable ne sera pas rendue par le gouvernement sri-lankais, nous avons décidé de concentrer notre lutte vers le monde international qui leur demande justice. »

Ces familles ont été implacables dans leur quête de justice malgré la surveillance et le harcèlement croissants des autorités sri lankaises. Les familles tamoules des disparus sont « de plus en plus harcelées verbalement, physiquement et psychologiquement » par les forces de sécurité sri lankaises. Bien que les familles soient confrontées à des niveaux croissants de menaces et de harcèlement de la part de l'État et de ses forces de sécurité, elles ont été implacables dans leur quête de justice et de responsabilité.

Malgré les multiples promesses de diverses administrations sri-lankaises, il n'y a eu aucune responsabilité vis-à-vis de ceux qui ont été victimes de disparition forcée aux mains de l'État sri-lankais.

Depuis le début des manifestations il y a plus de SEPT ans, plus de 168 parents sont décédés sans que justice soit rendue.

Alors que les personnes arrêtées dans le Sud, n'ont pas été soumises à la loi draconienne sur la prévention du terrorisme (PTA) du Sri Lanka, elle a été régulièrement utilisée au fil des décennies pour détenir et terroriser les Tamouls de manière arbitraire. De nombreux rapports détaillent comment l'acte a été lié à des cas de disparition forcée et de torture et a été utilisé pour cibler la jeunesse tamoule.

Les administrations sri-lankaises successives se sont engagées à abroger le PTA et à respecter leurs engagements dans le cadre du GSP+, mais ne l'ont pas fait.

Les organisations tamoules ont appelé la Commission européenne à renforcer son contrôle sur le Sri Lanka et à établir un « calendrier et des critères concrets pour remplacer le PTA et remplir d'autres obligations en matière de droits de l'homme » ou suspendre l'accès du Sri Lanka aux conditions commerciales préférentielles connues sous le nom de GSP+.

Les familles qui ont exigées des réponses sur le sort de leurs proches disparus de force, qui dans la plupart des cas ont été victimes de disparition forcée aux mains des forces de sécurité sri-lankaises. Les familles tamoules ont passé des années à exiger une enquête internationale sur les disparitions forcées et le génocide tamoul, car d'innombrables mécanismes nationaux n'ont pas rendu justice, ni rendu de comptes.

### **Dans la déclaration, nous réitérons huit demandes clés :**

1. Reconnaître la résolution sur le génocide adoptée à l'unanimité par le Conseil provincial du nord du Sri Lanka le 10 février 2015.
2. Diriger les mesures appropriées à la Cour pénale internationale.
3. Nommer un rapporteur spécial pour le Sri Lanka pour surveiller et enquêter sur les violations des droits de l'homme et la répression en cours contre le peuple tamoule.
4. Le peuple tamoul ayant droit à l'autodétermination devrait avoir la possibilité de décider de sa foi politique. Proposer un référendum sous surveillance internationale parmi les personnes et leurs descendants qui vivaient dans les provinces du Nord et de l'Est le 4 février 1948 et avant.
5. Au Parlement Européen et les parlements à travers le Monde de prendre des résolutions similaires à l'Ukraine, à savoir une enquête internationale contre le génocide du peuple Tamoul au Sri Lanka, pour la Justice et la Paix pour le Peuples Tamouls.
6. La commission Européenne d'arrêter d'être complice du génocide contre le peuple Tamoul et de suspendre tous les aides et les avantages tel que le Système de préférences généralisées Plus (SPG +), accorder au Sri Lanka.
7. Nous demandons à la Suisse, pays hôte du CDH, d'arrêter immédiatement la politique discriminatoire envers les victimes et les représentatives Tamouls et d'accorder le visa aux Familles des victimes de disparitions forcées.
8. De fournir une aide technique aux représentants et aux associations Tamouls dans le Nord-Est du Sri Lanka.

---

GLOBAL TAMIL MOUVEMENT, Association Internationale Contre les Disparitions forcées, CENTER FOR HUMAN RIGHTS DEFENDERS, ASSOCIATION DES FEMMES POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE, ASSOCIATION DES FEMMES SOLIDAIRES DU MONDE, ASSOCIATION DROIT ET TALENTS DE FEMMES, ASSOCIATION FEMMES DE LA MEDIATION, ASSOCIATION FEMMES SOLIDAIRES (AFS), AGARAM TRANSLATION SERVICES (AGARAM TS), AGARAM, Action contre les Violations des Droits Humains, LE CONSEIL INTERNATIONAL POUR LES DROITS DE L'HOMME, LIGUE EUROPEENNE POUR LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME, TAMIL RIGHTS ACTION FORUM, WORLD WOMEN SOLIDARITY ASSOCIATION, ACTION SRI LANKA, Association Pour la Solidarité Internationale (ASI), ASSOCIATION CARITATIVE ETUDIANTE POUR LA JEUNESSE, ASSOCIATION DE DEFENSE ET DE PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME ADEAGE, ASSOCIATION DROIT ET TALENTS DE FEMMES, ASSOCIATION LUTTE CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES, ASSOCIATION POUR LA DIFFUSION DES DROITS DE L'HOMME DANS L'UNIVERSITE DE LYON (ADDHUL), ASSOCIATION JEUNESSE INSERTION SOLIDARITE-AJIS. ASSOCIATION POUR LE DROIT DE L'HOMME ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE (Colombes), ETUDIANTS POUR UNE SOCIETE DURABLE PARIS, LE CONSEIL INTERNATIONAL POUR LES DROITS DE L'HOMME, TAMIL-STYLE (T-STYLE), ASSOCIATION DES JURISTES SPECIALISES EN DROITS ETRANGERS (A.J.S.D.E.). A.D.A.M. ASSOCIATION D'AIDE AUX MIGRANTS, ASSOCIATION FEMMES SOLIDAIRES (AFS), une/des ONG sans statut consultatif partage(nt) également les opinions exprimées dans cet exposé.